

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29393]

3 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations représentatives de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu les articles 6, 2°, 23, § 4, 24, § 2, 25, 27, § 2, 28, alinéa 2, 30, alinéa 2, 33, § 4, 34, § 5, 41 et 48, alinéa 2, du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations représentatives de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 janvier 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 janvier 2014;

Vu l'avis de la Commission consultative de la créativité et des pratiques artistiques en amateur, donné le 9 décembre 2013;

Vu l'avis n° 55.206/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 mars 2014 en application de l'article 84 § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de la Culture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° le décret: le décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations représentatives de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité;

2° le Ministre : le Ministre ayant la Culture dans ses attributions;

3° l'Administration : la Direction générale de la Culture;

4° le Service : le Service de la créativité et des pratiques artistiques;

5° l'Inspection : le Service général de l'Inspection de la Culture;

6° la Commission : la Commission consultative de la Créativité et des Pratiques artistiques en amateur créée par l'article 45 du décret.

CHAPITRE 2. — De la constitution du dossier de reconnaissance et procédure de reconnaissance

Section 1^{re}. — De la constitution du dossier de reconnaissance

Art. 2. L'association qui sollicite une reconnaissance introduit auprès du Service un dossier établi conformément aux articles 6 et 23 du décret et composé des éléments suivants :

1° le formulaire de demande de reconnaissance dûment complété établi selon le modèle arrêté par le Ministre, comprenant au moins les éléments suivants :

a) la dénomination de l'association;

b) le nom de la personne de contact;

c) l'adresse du siège social et des lieux principaux d'activités;

d) le numéro de téléphone;

e) l'adresse électronique;

f) le cas échéant, l'adresse du site internet;

g) le numéro de compte bancaire ouvert à son nom auprès d'un organisme financier avec un relevé d'identité bancaire;

h) la démonstration de la manière dont l'objet social de l'association répond au prescrit de l'article 5 du décret;

i) la description de la manière dont l'association garantit l'accessibilité financière aux participants et/ou aux associations membres;

j) un engagement à concevoir des activités conformes à l'article 6, 7°, du décret;

k) un engagement à maintenir la qualité et la quantité des activités qui justifient leur reconnaissance pendant cinq ans;

l) la catégorie dans laquelle la reconnaissance est postulée;

m) le cas échéant :

- si l'association souhaite être reconnue comme centre d'expression et de créativité, la demande éventuelle du bénéfice d'une subvention à l'emploi telle que prévue à l'article 30, 3°, du décret et/ou d'une subvention forfaitaire spécifique pour le développement d'un objectif complémentaire visée aux articles 14 et 30, 4°, du décret;

- si l'association souhaite être reconnue comme fédération représentative de centres d'expression et de créativité, la demande éventuelle du bénéfice d'une subvention à l'emploi telle que prévue à l'article 31, 3°, du décret;

- si l'association souhaite être reconnue comme fédération de pratiques artistiques en amateur, la demande éventuelle du bénéfice d'une subvention à l'emploi telle que prévue à l'article 32, 3°, du décret;

2° un rapport d'activités de l'année précédant celle de l'introduction de la demande de reconnaissance ainsi qu'une programmation des activités de l'année durant laquelle la demande est introduite, selon le modèle arrêté par le Ministre;

3° en fonction du type de reconnaissance postulée, une note d'intention ou un plan d'action exposant son projet tels que visés par les articles 7 § 2, 1° et 2°, 17, § 2, 21, § 2, et 22, § 2, du décret, selon le modèle arrêté par le Ministre;

4° les documents formels suivants :

a) le compte de résultats et le bilan financier de l'année précédant celle de l'introduction de la demande de reconnaissance, ainsi qu'un budget prévisionnel de l'exercice en cours;

b) les copies des polices d'assurances relatives aux risques d'incendie, d'accident et en responsabilité civile,

5° les documents d'information sur les activités de l'association destinés au public ou aux associations membres au cours de l'année précédant celle de l'introduction de la demande;

6° pour l'association qui poursuit plusieurs objets sociaux au sens de l'article 6, 2°, du décret une déclaration remplie selon le modèle arrêté par le Ministre, après avis de la Commission.

Section 2. — De la procédure de reconnaissance

Art. 3. § 1^{er}. Toute demande de reconnaissance est introduite au Service, au plus tard le 28 février de chaque année, la date de réception faisant foi.

Le non-respect du délai prévu entraîne l'irrecevabilité du dossier dans le cadre de l'exercice en cours.

§ 2. Le Service accuse réception du dossier dans les sept jours à dater de sa réception.

§ 3. Pendant la durée de la procédure de reconnaissance, l'association informe le Service de tout changement relatif aux informations visées à l'article 2.

Art. 4. § 1^{er}. Au plus tard le 31 mars, le Service se prononce sur la recevabilité du dossier par courrier postal ordinaire.

§ 2. Le dossier est déclaré recevable s'il comporte les éléments prévus à l'article 2.

Si des éléments font défaut, le Service adresse une demande de complément d'informations à l'association. Celle-ci dispose d'un délai de vingt jours à dater de l'envoi du courrier par le Service pour fournir les éléments sollicités, la date de la poste faisant foi.

Le cas échéant, le Service statue définitivement sur la recevabilité du dossier au plus tard le 30 avril. Si le dossier ne comporte toujours pas l'ensemble des éléments prévus à l'article 2, il est considéré comme irrecevable. Le Service en informe l'association en motivant sa position.

Le dossier peut être déclaré recevable sous réserve de la réception, au plus tard le 30 mai, des documents visés à l'article 2, 4°, c). Dans ce cas, au moment de l'introduction du dossier, elle communique les derniers documents comptables approuvés par son assemblée générale.

Art. 5. § 1^{er}. S'il est déclaré recevable, le dossier est transmis à la Commission, accompagné d'un avis motivé du Service remis conformément à l'article 24, § 1^{er}, du décret, pour le 15 juin au plus tard.

L'avis du Service intègre un rapport de l'Inspection sur l'opportunité de la demande de reconnaissance, se prononçant sur la pertinence de la note d'intention ou du plan d'action par référence notamment au contexte territorial. Le rapport de l'Inspection est transmis au Service pour le 31 mai au plus tard.

En l'absence d'avis dans le délai prévu, le dossier est transmis tel quel à la Commission pour le 15 juin au plus tard.

§ 2. Au plus tard le 15 novembre, la Commission remet son avis motivé conformément à l'article 24, § 1^{er}, du décret.

En l'absence d'avis dans le délai prévu, le dossier est transmis tel quel au Ministre.

§ 3. L'Administration transmet au Ministre une proposition de décision accompagnée de l'avis du Service et de l'avis de la Commission au plus tard le 24 novembre.

§ 4. L'Administration et la Commission peuvent proposer la reconnaissance dans une catégorie inférieure à celle demandée si l'association ne respecte pas les conditions de reconnaissance se rapportant à la catégorie postulée par l'association, et proposer de ne pas accorder le forfait complémentaire de fonctionnement pour un objectif spécifique visé à l'article 30, 4°, du décret si l'association ne respecte les critères prévus par son article 14.

Art. 6. Sur base des avis et de la proposition visés à l'article 5, le Ministre prend une décision au plus tard le 24 décembre.

Art. 7. § 1^{er}. Le Service notifie la décision à l'association par courrier recommandé dans un délai de vingt jours à compter de la décision du Ministre et précise les formes et délais du recours. Les avis du Service et de la Commission sont joints à cette notification.

§ 2. Tel que prévu à l'article 25 du décret, dans le cas de figure où le Ministre décide d'accorder la reconnaissance dans une catégorie inférieure à celle sollicitée par l'association, celle-ci peut renoncer au bénéfice de la reconnaissance octroyée ou d'introduire un recours tel que défini dans l'article 13 § 1^{er}, 3°. Cette renonciation doit être communiquée par courrier recommandé au Service dans un délai de trente jours à dater de la notification.

CHAPITRE 3. — De l'évaluation et du renouvellement de la reconnaissance

Art. 8. § 1^{er}. Conformément à l'article 27 du décret, l'association remet au Service, au plus tard le 30 novembre de la quatrième année de sa reconnaissance quinquennale, un dossier d'évaluation qui comprend :

1° un rapport d'évaluation, portant sur le respect des conditions de reconnaissance, l'exécution du plan d'action ou de la note d'intention, ainsi que la pertinence et la qualité des actions menées, présenté selon le modèle arrêté par le Ministre;

2° le rapport annuel d'activités portant sur l'année civile précédente, présenté selon le modèle arrêté par le Ministre,

§ 2. Si l'association postule au renouvellement de la reconnaissance, au plus tard le 31 mars de la cinquième année de reconnaissance, elle complète le dossier d'évaluation visé au § 1^{er}, par un dossier de renouvellement qui comprend :

1° une demande précisant si le renouvellement est sollicité dans la catégorie de reconnaissance initiale ou dans une catégorie différente, établie selon le modèle arrêté par le Ministre;

2° un rapport d'activités de la quatrième année de la reconnaissance quinquennale, présenté selon le modèle arrêté par le Ministre;

3° en fonction de la reconnaissance postulée, une nouvelle note d'intention ou un nouveau plan d'action.

§ 3. Le Service accuse réception des documents d'évaluation et de l'éventuel dossier de renouvellement dans un délai de sept jours à compter de leur réception.

Art. 9. Tel que prévu par l'article 27 du décret, le renouvellement de reconnaissance dans une catégorie différente peut être accordé si les conditions relatives à la catégorie postulée sont rencontrées au cours de la quatrième année de la reconnaissance quinquennale.

Art. 10. § 1^{er}. Sur base des dossiers visés à l'article 8, § 1^{er}, l'évaluation est réalisée par l'Inspection en concertation avec l'association.

En tenant compte de cette évaluation ainsi que du dossier de demande de renouvellement de la reconnaissance visé à l'article 8, § 2, le Service formule un avis motivé sur la demande de renouvellement pour le 1^{er} juin au plus tard.

§ 2. Sur base des dossiers visés à l'article 8, §§ 1^{er} et 2, la Commission remet son avis motivé pour le 15 octobre au plus tard.

§ 3. L'Administration transmet une proposition de décision accompagnée du rapport d'évaluation, de l'avis du Service et de l'avis de la Commission au Ministre pour le 31 octobre au plus tard.

§ 4. L'Administration et la Commission peuvent proposer la reconnaissance dans une catégorie inférieure à celle demandée si l'association ne respecte pas les conditions de reconnaissance définies aux articles 7 à 22 du décret, et/ ou de ne pas accorder le forfait complémentaire de fonctionnement pour un objectif spécifique visé à l'article 30, alinéa 1^{er}, 4°, du décret si l'association ne respecte les critères prévus par son article 14.

§ 5. En l'absence de proposition ou d'avis visés au § 3 dans les délais prévus aux §§ 1^{er} et 2, le Ministre prend une décision sur base des dossiers visés à l'article 8, §§ 1^{er} et 2 dans un délai de trente jours à compter de la réception de ceux-ci.

Art. 11. § 1^{er}. Dans un délai de trente jours à compter de la réception de la proposition de décision visée à l'article 10, § 3, le Ministre décide :

- 1° soit du renouvellement de la reconnaissance quinquennale dans la même catégorie;
- 2° soit du renouvellement de la reconnaissance quinquennale dans une catégorie différente;
- 3° soit du refus du renouvellement de la reconnaissance.

Art. 12. § 1^{er}. Le Service notifie la décision visée à l'article 11 à l'association par courrier recommandé dans un délai de vingt jours à compter de la décision du Ministre. Cette notification précise les formes et délais du recours. Les avis du Service et de la Commission sont joints.

§ 2. Dans le cas de figure où le Ministre décide d'accorder la reconnaissance dans une catégorie inférieure à celle sollicitée par l'association, celle-ci peut renoncer au bénéfice de la reconnaissance octroyée.

CHAPITRE 4. — *De la procédure de recours*

Art. 13. § 1^{er}. Tel que prévu à l'article 25, dans un délai de trente jours à dater de la notification de la décision, l'association peut introduire un recours contre une décision de :

- 1° refus de reconnaissance;
- 2° refus de renouvellement de reconnaissance;
- 3° reconnaissance dans une catégorie inférieure à celle sollicitée;
- 4° refus d'octroi de forfait lié à un objectif spécifique;
- 5° modification ou retrait de reconnaissance visée à l'article 44 du décret.

Le recours est adressé par lettre recommandée au Service, qui en informe le Ministre. Il précise, sur base des éléments du dossier, les arguments sur lesquels l'association se fonde pour contester la décision du Ministre, et si l'association souhaite être entendue par la Commission.

§ 2. A dater de la réception du recours, le Service en accuse réception dans les sept jours et dispose de trente jours pour établir un nouvel avis et transmettre le dossier de recours à la Commission.

§ 3. A dater de la réception de l'avis du Service et du dossier, la Commission dispose d'un délai de soixante jours pour émettre un nouvel avis.

§ 4. Dès la réception de l'avis de la Commission et du dossier, l'Administration transmet au Ministre une nouvelle proposition de décision accompagnée de l'avis du Service et de l'avis de la Commission.

§ 5. Le Ministre dispose de trente jours pour prendre sa décision à dater de la réception de la proposition de décision visée au § 4 et de ses annexes.

Le Service notifie la décision du Ministre à l'association par courrier recommandé dans un délai de vingt jours à compter de celle-ci. Une copie de l'avis du Service et de l'avis de la Commission est jointe à la notification.

§ 6. Si le Ministre décide d'infirmer la décision initiale, sa nouvelle décision prend effet à la date de la notification de celle-ci.

CHAPITRE 5. — *De la justification des subventions*

Art. 14. § 1^{er}. L'association qui répond aux critères visés par l'article 17, §§ 3 et 5, de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations organise sa comptabilité en partie double en appropriant le plan comptable minimum dont le modèle est arrêté par le Ministre. La comptabilité est à tenir suivant ce modèle à dater du 1^{er} janvier de la deuxième année de la reconnaissance quinquennale.

§ 2. L'association qui ne répond aux conditions du § 1^{er} tient une comptabilité simplifiée conformément aux dispositions prévues par la loi du 27 juin 1921 visée au § 1^{er} et les arrêtés pris en application de cette loi, et selon le modèle simplifié arrêté par le Ministre.

§ 3. L'association visée au § 1^{er} qui est en outre reconnue ou subventionnée dans le cadre d'un ou plusieurs autres dispositifs légaux ou réglementaires impliquant des obligations différentes en matière d'organisation et de tenue de comptabilité ou de présentation des comptes annuels peut solliciter un régime dérogatoire lui permettant d'utiliser un plan comptable différent de celui prévu au § 1^{er}.

L'association concernée doit introduire une demande de dérogation motivée auprès du Service dans un délai de deux mois à dater de la notification de la décision de reconnaissance.

Le Service se prononce dans un délai de deux mois à dater de la réception de cette demande.

Art. 15. § 1^{er}. Tel que prévu dans l'article 28 du décret et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 8, § 2, l'association transmet au Service, au plus tard le 30 mai, un dossier annuel constitué par un résumé des pièces justificatives de l'usage des subventions attribuées pour l'exercice précédent, dont au minimum :

1° un rapport d'activités portant sur l'exercice précédent attestant de la réalisation de ses actions et de tout changement significatif intervenu dans l'exécution de sa note d'intention ou de son plan d'action ou dans la programmation de ses actions, selon le modèle arrêté par le Ministre;

2° les documents comptables suivants :

a) les tableaux des comptes annuels de l'exercice précédent présentés selon les modèles arrêtés par le Ministre;

b) le tableau justificatif des amortissements de l'association, établis et présentés sur papier libre;

c) si ces documents existent, le commentaire des comptes annuels, le rapport du réviseur d'entreprise, le rapport d'un expert comptable, le rapport des commissaires aux comptes,

3° copie du procès-verbal de l'assemblée générale signée, par le Président de l'asbl, qui approuve le dossier annuel;

4° le budget de l'année en cours.

§ 2. L'association visée à l'article 14, § 2, n'est pas soumise aux obligations prévues au § 1^{er}, 2°. Le Ministre fixe les modèles simplifiés relatifs à la présentation des comptes annuels.

§ 3. L'association communique le dossier annuel à l'Administration par courrier ordinaire, sauf si celle-ci l'informe d'une modalité spécifique à respecter.

§ 4. Seuls les Services du Gouvernement et la Commission accèdent, dans le cadre de leurs missions, aux données d'information collectées auprès de l'association. Ils ne peuvent ni les transmettre à des tiers, ni les publier.

Art. 16. Les subventions à l'emploi visées aux articles 30, 2° et 3°, 31, 2° et 3°, et 32, 2° et 3°, du décret sont justifiées selon les modalités prévues par le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française.

CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

Art. 17. § 1^{er}. En 2014, les différentes échéances de la procédure de reconnaissance sont établies comme suit :

- les associations doivent introduire leur demande de reconnaissance auprès du Service le 9 juin 2014 au plus tard;
- le 24 juin 2014 au plus tard, l'association transmet au Service les éléments demandés pour la recevabilité;
- le 30 juin 2014, au plus tard, le Service statue définitivement sur la recevabilité du dossier;
- le 15 septembre 2014 au plus tard, le rapport d'Inspection est transmis au Service;
- le 1^{er} octobre 2014 au plus tard, le dossier est transmis à la Commission accompagné de l'avis du Service intégrant le rapport de l'Inspection;
- le 24 novembre 2014, au plus tard, la Commission remet son avis motivé;
- le 1^{er} décembre 2014 au plus tard, l'Administration transmet au Ministre une proposition de décision accompagnée des avis du Service et de la Commission;
- le 24 décembre 2014, au plus tard, le Ministre prend une décision.

§ 2. A partir de 2015 et pour le reste de la période transitoire visée à l'article 51 du décret, telle qu'elle a été prolongée par le décret-programme du 18 décembre 2013, les différents délais de la procédure de reconnaissance sont prolongés comme suit :

1° trente jours pour la recevabilité;

2° cent vingt jours, dont les mois de juillet et août, pour la remise de l'avis du Service;

3° soixante jours pour l'avis de la Commission;

4° trente jours pour la décision de la Ministre.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 19. Le Ministre ayant la Culture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des Chances,
Mme F. LAANAN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29393]

3 APRIL 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op de artikelen 6, 2°, 23, § 4, 24, § 2, 25, 27, § 2, 28, tweede lid, 30 tweede lid, 33, § 4, 34, § 5, 41 en 48, tweede lid van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 januari 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 januari 2014;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor creativiteit en amateurkunstpraktijken, gegeven op 9 december 2013;

Gelet op het advies nr. 55.206/4 van de Raad van State, gegeven op 17 maart 2014, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit;

2° de Minister: de Minister bevoegd voor Cultuur;

3° het Bestuur: de Algemene directie Cultuur;

4° de Dienst: de Dienst Creativiteit en Kunstpraktijken;

5° de Inspectie: de Algemene Inspectiedienst Cultuur;

6° de Commissie: de Adviescommissie voor creativiteit en amateurkunstpraktijken opgericht bij artikel 45 van het decreet.

HOOFDSTUK 2. — *Samenstelling van het erkenningsdossier en procedure voor de erkenning*

Afdeling 1. – Samenstelling van het erkenningsdossier

Art. 2. De vereniging die om erkenning verzoekt, dient een dossier in bij de Dienst, opgemaakt overeenkomstig de artikelen 6 en 23 van het decreet en bestaande uit de volgende elementen :

1° het formulier voor de aanvraag om erkenning, behoorlijk ingevuld en opgesteld volgens het model bepaald door de Minister, met minstens de volgende elementen :

a) de benaming van de vereniging;

b) de naam van de contactpersoon;

c) het adres van de maatschappelijke zetel en van de voornaamste activiteitsplaatsen;

d) het telefoonnummer;

e) het elektronisch adres;

f) desgevallend, het adres van de website;

g) het nummer van de bankrekening op zijn naam bij een financiële instelling met een bewijs van bankidentiteit;

h) het aantonen van de manier waarop het maatschappelijk doel van de vereniging aan artikel 5 van het decreet voldoet;

i) de beschrijving van de manier waarop de vereniging de financiële toegankelijkheid voor de deelnemers en/of de lidverenigingen waarborgt;

j) een verbintenis om activiteiten op te vatten die overeenstemmen met artikel 6, 7°, van het decreet;

k) een verbintenis om de kwaliteit te behouden alsook de kwantiteit van de activiteiten die hun erkenning gedurende vijf jaar verantwoorden;

l) de categorie waarvoor de erkenning wordt aangevraagd;

m) in voorkomend geval :

- indien de vereniging erkend wenst te worden als centrum voor expressie en creativiteit, de mogelijke aanvraag om subsidie voor tewerkstelling te genieten zoals bedoeld bij artikel 30, 3°, van het decreet en/of een forfaitaire subsidie die specifiek is voor de ontwikkeling van een aanvullende doelstelling bedoeld bij de artikelen 14 en 30, 4°, van het decreet;

- indien de vereniging erkend wenst te worden als federatie die centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigt, de mogelijke aanvraag om subsidie voor tewerkstelling te genieten zoals bedoeld bij artikel 31, 3°, van het decreet;

- indien de vereniging erkend wenst te worden als federatie voor amateurkunstpraktijken, de mogelijke aanvraag om subsidie voor tewerkstelling te genieten zoals bedoeld bij artikel 32, 3°, van het decreet,

2° een activiteitenverslag van het jaar voorafgaande aan dat van de indiening van de aanvraag om erkenning alsook een programmatie van de activiteiten van het jaar gedurende welk de aanvraag wordt ingediend, volgens het model bepaald door de Minister;

3° in functie van het type aangevraagde erkenning, een intentienota of een actieplan met haar project zoals bedoeld bij de artikelen 7, § 2, 1° en 2°, 17, § 2, 21, § 2 en 22, § 2, van het decreet, volgens het door de Minister bepaalde model;

4° de volgende formele documenten :

a) de resultatenrekening en de financiële balans van het jaar voorafgaande aan dat van de indiening van de aanvraag om erkenning, alsook een vooruitzichtbegroting voor het lopende jaar;

b) de afschriften van de verzekeringspolissen betreffen de risico's inzake brand, ongeval en burgerlijke aansprakelijkheid,

5° de informatiedocumenten over de activiteiten van de vereniging bestemd voor het publiek of de lidverenigingen tijdens het jaar voorafgaand aan dat van de indiening van de aanvraag;

6° voor de vereniging die meerdere maatschappelijke doeleinden heeft in de zin van artikel 6, 2°, van het decreet, een verklaring ingevuld volgens het model bepaald door de Minister, na advies van de Commissie.

Afdeling 2. — Erkenningprocedure

Art. 3. § 1. Elke aanvraag om erkenning wordt bij de Dienst ingediend, ten laatste op 28 februari van elk jaar, waarbij de datum van ontvangst geldt.

Als de bepaalde termijn niet in acht wordt genomen, dan wordt het dossier onontvankelijk verklaard in het kader van het lopende jaar.

§ 2. De Dienst bericht ontvangst van het dossier binnen de zeven dagen vanaf de ontvangst ervan.

§ 3. Tijdens de duur van de herkenningprocedure, informeert de vereniging de Dienst van elke wijziging betreffende de informatie bedoeld bij artikel 2.

Art. 4. § 1. Ten laatste tegen 31 maart, spreekt de Dienst zich uit over de ontvankelijkheid van het dossier via gewone postbrief.

§ 2. Het dossier wordt ontvankelijk verklaard indien het de elementen bedoeld bij artikel 2 bevat.

Indien elementen ontbreken, stuurt de Dienst een aanvraag om aanvullende informatieverstrekking aan de vereniging. Deze laatste beschikt over een termijn van twintig dagen vanaf de zending van de brief door de Dienst voor de gevraagde elementen, waarbij de datum van de post geldt.

Desgevallend, neemt de Dienst en definitieve beslissing over de ontvankelijkheid van het dossier ten laatste tegen 30 april. Indien het dossier nog steeds niet alle elementen bedoeld bij artikel 2 bevat, wordt het onontvankelijk verklaard. De Dienst bericht de vereniging met een met redenen omklede mededeling van zijn beslissing.

Het dossier kan ontvankelijk verklaard worden onder voorbehoud van de ontvangst, ten laatste tegen 30 mei, van de documenten bedoeld bij artikel 2, 4°, c). In dat geval, op het ogenblik van de indiening van het dossier, deelt ze de laatste boekhoudkundige documenten goedgekeurd door haar algemene vergadering.

Art. 5. § 1. Indien het dossier ontvankelijk wordt verklaard, wordt het aan de Commissie overgezonden met een met redenen omkleed advies van de Dienst uitgebracht overeenkomstig artikel 24, § 1, van het decreet, ten laatste tegen 15 juni.

Het advies van de Dienst bevat een verslag van de inspectie over de geschiktheid van de aanvraag om erkenning, waarbij het relevante karakter van de intentienota of van het actie plan wordt beoordeeld met, inzonderheid, referentie naar de grondgebiedcontext. Het verslag van Inspectie wordt aan de Dienst overgezonden ten laatste tegen 31 mei.

In afwezigheid van een advies binnen de bepaalde termijn, wordt het dossier zoals het is aan de Commissie voor ten laatste 15 juni overgezonden.

§ 2. Ten laatste tegen 15 november brengt de Commissie haar met redenen omkleed advies uit overeenkomstig artikel 24, § 1, van het decreet.

In afwezigheid van het advies binnen de bepaalde termijn, wordt het dossier zoals het is aan de Minister overgezonden.

§ 3. Het Bestuur zendt aan de Minister een voorstel van beslissing over met het advies van de Dienst en het advies van de Commissie ten laatste op 24 november.

§ 4. Het Bestuur en de Commissie kunnen de erkenning voorstellen in een lagere categorie dan deze die aangevraagd wordt indien de vereniging de voorwaarden van erkenning niet in acht neemt en die betrekking hebben op de door de vereniging gevraagde categorie, en voorstellen het aanvullende werkingsforfait voor een specifiek doel bedoeld bij artikel 30, 4°, van het decreet niet toe te kennen indien de vereniging de criteria bedoeld bij artikel 14 niet in acht neemt.

Art. 6. Op basis van de adviezen en het voorstel bedoeld bij artikel 5, neemt de Minister een beslissing ten laatste tegen 24 december.

Art. 7. § 1. De Dienst geeft kennis van de beslissing aan de vereniging per aangetekende brief binnen een termijn van twintig dagen vanaf de beslissing van de Minister en deelt de vorm en de termijnen voor een mogelijk beroep mee. De adviezen van de Dienst en de Commissie worden bij deze kennisgeving gevoegd.

§ 2. Zoals bepaald in artikel 25 van het decreet, ingeval de Minister de erkenning beslist toe te kennen in een lagere categorie dan deze aangevraagd door de vereniging, kan deze op het genot van de toegekende erkenning verzaken of een beroep instellen zoals bepaald in artikel 13, § 1, 3°. Dit verzaken moet via aangetekende brief aan de Dienst medegedeeld worden binnen een termijn van dertig dagen vanaf de kennisgeving.

HOOFDSTUK 3. — Evaluatie en verlenging van de erkenning

Art. 8. § 1. Overeenkomstig artikel 27 van het decreet, geeft de vereniging aan de Dienst, ten laatste tegen 30 november van het vierde jaar van de vijfjarige erkenning, een evaluatiedossier met erin :

1° een evaluatieverslag over de inachtneming van de erkenningsvoorwaarden, de uitvoering van het actie plan of de intentienota, alsook de relevantie en de kwaliteit van de geleide acties, volgens het model bepaald door de Minister;

2° het activiteitenjaarverslag van het vorige kalenderjaar, volgens het door de Minister bepaalde model,

§ 2. Indien de vereniging de verlenging van haar erkenning aanvraagt, ten laatste tegen 31 maart van het vijfde jaar van de erkenning, vult zij het evaluatiedossier bedoeld bij § 1 aan met een verlengingsdossier dat :

1° een aanvraag bevat waarbij vermeld wordt of de verlenging aangevraagd wordt in de initiële erkenningscategorie of in een andere categorie, opgesteld volgens het door de Minister bepaalde model;

2° een activiteitenverslag bevat van het vierde jaar van de vijfjarige erkenning, voorgesteld volgens het door de Minister bepaalde model;

3° in functie van de gevraagde erkenning, een nieuwe intentienota of een nieuw actieplan bevat.

§ 3. De Dienst bericht ontvangst van de evaluatiedocumenten en van het mogelijke erkenningsdossier binnen een termijn van zeven dagen na hun ontvangst.

Art. 9. Zoals bepaald bij artikel 27 van het decreet, kan de verlenging van de erkenning in een andere categorie toegekend worden indien de voorwaarden betreffende de gevraagde categorie vervuld worden tijdens het vierde jaar van de vijfjarige erkenning.

Art. 10. § 1. Op basis van de dossiers bedoeld bij artikel 8, § 1, wordt de evaluatie door de Inspectie gevoerd, in overleg met de vereniging.

Rekening houdend met deze evaluatie alsook met het aanvraagdossier van verlenging van de erkenning bedoeld bij artikel 8, § 2, formuleert de Dienst een met redenen omkleed advies op de aanvraag om verlenging voor 1 juni ten laatste.

§ 2. Op basis van de dossiers bedoeld bij artikel 8, §§ 1 en 2, verleent de Commissie haar met redenen omklede advies ten laatste tegen 15 oktober.

3. Het Bestuur zendt een voorstel van beslissing over met het evaluatieverslag, het advies van de Dienst en het advies van de Commissie aan de Minister tegen 31 oktober ten laatste.

§ 4. Het Bestuur en de Commissie kunnen de erkenning voorstellen in een lagere categorie als deze die aangevraagd wordt indien de vereniging de voorwaarden van erkenning bedoeld bij de artikelen 7 tot 22 van het decreet niet in acht neemt, en/of voorstellen het aanvullende werkingsforfait voor een specifiek doel bedoeld bij artikel 30, 4°, van het decreet niet toe te kennen indien de vereniging de criteria bedoeld bij artikel 14 niet in acht neemt.

§ 5. Bij gebrek aan een voorstel of advies zoals bedoeld bij § 3 binnen de termijnen bepaald in de §§ 1 en 2, neemt de Minister een beslissing op basis van de dossiers bedoeld bij artikel 8, §§ 1 en 2 binnen een termijn van dertig dagen vanaf de ontvangst van deze.

Art. 11. § 1. Binnen een termijn van dertig dagen vanaf de ontvangst van het beslissingsvoorstel bedoeld bij artikel 10, § 3, beslist de Minister:

1° ofwel de vijfjarige erkenning in dezelfde categorie te verlengen;

2° ofwel de vijfjarige erkenning in een andere categorie te vernieuwen;

3° ofwel de vernieuwing van de erkenning te weigeren.

Art. 12. § 1. De Dienst geeft kennis van de beslissing bedoeld bij artikel 11 aan de vereniging via een aangetekende brief binnen een termijn van twintig dagen vanaf de beslissing van de Minister. Deze kennisgeving vermeldt de vorm en termijnen van het beroep. De adviezen van de Dienst en van de Commissie worden erbij gevoegd.

§ 2. Ingeval de Minister de erkenning beslist in een lagere categorie als deze aangevraagd, toe te kennen, kan de vereniging op het genot van de toegekende erkenning verzaken.

HOOFDSTUK 4. — *Beroepsprocedure*

Art. 13. § 1. Zoals bepaald bij artikel 25, binnen een termijn van dertig dagen vanaf de kennisgeving van de beslissing, kan de vereniging een beroep instellen tegen een beslissing tot :

1° weigering van de erkenning;

2° weigering van vernieuwing van een erkenning;

3° erkenning in een lagere categorie als deze die aangevraagd werd;

4° weigering van toekenning van het forfait verbonden aan een specifiek doel;

5° wijziging of intrekking van de erkenning bedoeld bij artikel 44 van het decreet.

Het beroep wordt per aangetekende brief aan de Dienst gestuurd, die de Minister er op de hoogte van brengt. Hij vermeldt, op basis van de elementen van het dossier, de argumenten waarop de vereniging steunt om de beslissing van de Minister te betwisten, en of de vereniging door de Commissie gehoord wenst te worden.

§ 2. Vanaf de ontvangst van het beroep, bericht de Dienst ontvangst binnen de zeven dagen en beschikt over dertig dagen om een nieuw advies uit te brengen en het beroepsdossier aan de Commissie over te zenden.

§ 3. Vanaf de ontvangst van het advies van de Dienst en van het dossier, beschikt de Commissie over een termijn van zestig dagen om een nieuw advies te verlenen.

§ 4. Zodra het Bestuur het advies van de Commissie ontvangt, zendt het een nieuw voorstel van beslissing aan de Minister over met het advies van de Dienst en het advies van de Commissie.

§ 5. De Minister beschikt over dertig dagen om zijn beslissing te nemen vanaf de ontvangst van het voorstel tot beslissing bedoeld bij § 4 en zijn bijlagen.

De Dienst geeft kennis van de beslissing van de Minister aan de vereniging per aangetekende brief binnen een termijn van twintig dagen vanaf deze. Bij de kennisgeving wordt een afschrift van het advies van de Dienst en van het advies van de Commissie gevoegd.

§ 6. Indien de Minister de initiële beslissing beslist te weigeren, neemt zijn nieuwe beslissing uitwerking met ingang van de datum van de kennisgeving ervan.

HOOFDSTUK 5. — *Verantwoording van de subsidies*

Art. 14. § 1. De vereniging die aan de criteria bedoeld bij artikel 17, §§ 3 en 5, van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen voldoet, voert een dubbele boekhouding en neemt de minimumindeling van het rekeningstelsel op

waarvan het model door de Minister wordt bepaald. De boekhouding moet volgens dit model gevoerd worden vanaf de 1ste januari van het tweede jaar van de vijfjarige erkenning.

§ 2. De vereniging die niet aan de voorwaarden van § 1 beantwoordt, voert een vereenvoudigde boekhouding overeenkomstig de bepalingen bedoeld bij de wet van 27 juni 1921 bedoeld bij § 1 en de besluiten genomen ter uitvoering van deze wet, en volgens het vereenvoudigde model bepaald door de Minister.

§ 3. De vereniging bedoeld bij § 1 die, bovendien, erkend of gesubsidieerd wordt in het kader van één of meer andere wets- of verordeningbepalingen die verschillende verplichtingen met zich meebrengen inzake organisatie en voering van de boekhouding of de presentatie van de jaarrekeningen, kan een afwijkingstelsel aanvragen waarbij ze ertoe gemachtigd wordt een rekeningenstelsel te gebruiken dat verschillend is van dat bedoeld bij § 1.

De betrokken vereniging moet een met redenen omklede aanvraag om afwijking bij de Dienst indienen binnen een termijn van twee maanden vanaf de datum van de kennisgeving van de beslissing tot erkenning.

De Dienst spreekt zich binnen een termijn van twee maanden uit vanaf de ontvangst van deze aanvraag.

Art. 15. § 1. Zoals bepaald bij artikel 28 van het decreet en onverminderd de bepalingen van artikel 8, § 2, zendt de vereniging, ten laatste op 30 mei, een jaarlijks dossier bestaande in een samenvatting van de verantwoordingsstukken voor de aanwending van de toegekende subsidies voor het vorige dienstjaar aan de Dienst over, waaronder minstens:

1° een activiteitenverslag over het vorige jaar waarbij gestaafd wordt dat de acties verwezenlijkt werden en iedere wezenlijke wijziging in de uitvoering van haar intentienota of van haar actieplan of in de programmatie van haar acties bekend worden gemaakt, volgens het door de Minister bepaald model;

2° de volgende boekhoudkundige documenten :

- a) de tabellen van de jaarrekeningen van het vorige jaar opgesteld volgens de door de Minister bepaalde modellen;
- b) de verantwoordingstabel van de afschrijvingen van de vereniging, opgesteld en voorgesteld op vrij papier;
- c) indien deze documenten bestaan, de commentaar van de jaarrekeningen, het verslag van de bedrijfsrevisor, het verslag van een accountant, het verslag van de commissarissen voor de rekeningen,

3° een afschrift van het door de Voorzitter van de vzw ondertekende proces-verbaal van de algemene vergadering, dat het jaarlijks dossier goedkeurt;

4° de begroting van het lopend jaar.

§ 2. De vereniging bedoeld bij artikel 14, § 2, wordt niet onderworpen aan de verplichtingen bepaald bij § 1, 2°. De Minister stelt de vereenvoudigde modellen vast betreffende het voeren van de jaarrekeningen.

§ 3. De vereniging deelt het jaarlijks dossier aan het Bestuur via gewone post mee, behoudens als het haar ervan bericht dat ze een bijzondere procedure in acht moet nemen.

§ 4. Enkel de Dienst van de Regering en de Commissie hebben toegang, in het kader van hun opdrachten, tot de informatiegegevens ingewonnen door de vereniging. Ze kunnen deze noch aan derden overgeven noch ze bekendmaken.

Art. 16. De subsidies voor tewerkstelling bedoeld bij de artikelen 30, 2° en 3°, 31, 2° en 3°, en 32, 2° en 3°, van het decreet worden verantwoord volgens de nadere regels bepaald bij het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK 6. — Slotbepalingen

Art. 17. § 1. In 2014 worden de verscheidene datums van de procedure voor erkenning als volgt bepaald :

- de verenigingen moeten hun aanvraag om erkenning bij de Dienst op 9 juni 2014 ten laatste indienen;
- op 24 juni 2014 ten laatste, zendt de vereniging aan de Dienst de voor de ontvankelijkheid gevraagde documenten over;
- op 30 juni 2014 ten laatste, beslist de Dienst definitief over de ontvankelijkheid van het dossier;
- op 15 september 2014 ten laatste, wordt het inspectieverslag aan de Dienst overgezonden;
- op 1 oktober 2014 ten laatste, wordt het dossier aan de Commissie overgezonden met het advies van de Dienst met het inspectieverslag erin;
- op 24 november 2014 ten laatste, verleent de Commissie haar met redenen omkleed advies;
- op 1 december 2014 ten laatste, zendt het Bestuur aan de Minister een voorstel tot beslissing over met de adviezen van de Dienst en de Commissie;
- op 24 december 2014 ten laatste, neemt de Minister een beslissing.

§ 2. Vanaf 2015 en voor de rest van de overgangperiode bedoeld bij artikel 51 van het decreet, zoals ze verlengd werd door het programmadecreet van 18 december 2013, worden de verschillende termijnen van de erkenningsprocedure als volgt verlengd:

- 1° 30 dagen voor de ontvankelijkheid;
- 2° 120 dagen, waaronder de maanden juli en augustus, voor het verlenen van het advies van de Dienst;
- 3° 60 dagen voor het advies van de Commissie;
- 4° 30 dagen voor de beslissing van de Minister.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 19. De Minister bevoegd voor Cultuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 april 2014.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en voor Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN